

la mesure où la figure de l'héritier est congédiée, laquelle doit prendre le relais? On connaît la réponse: c'est la figure de l'individu autoengendré, délivré de la filiation et invité à se créer lui-même comme une œuvre d'art, sans jamais être redevable à quoi que ce soit, sinon à ses désirs. L'élève doit construire lui-même son propre savoir: si on lui imposait une culture, on lui ferait violence. Ne rien imposer, ne rien transmettre. Tel est l'idéal pédagogique postmoderne.

On aura beau vouloir refonder l'école, la réformer, la refinancer, la moderniser, la réparer, tant que nous ne penserons pas son refus d'assumer la transmission d'un héritage de civilisation, nous nous contenterons d'un aimable bavardage qui n'amuse même plus la galerie. ●

Mathieu Bock-Côté,

sociologue et enseignant québécois, auteur de plusieurs livres dont "Le Multiculturalisme comme religion politique", aux éditions du Cerf.

Les milliards de l'islamo-business

Tout semble avoir été dit et écrit sur l'islamisme radical. Mais rien n'aurait été possible sans le nerf de la guerre: l'argent. **Extraits**

Jean-Paul Gourévitch, enseignant, consultant international sur l'Afrique et l'immigration, est l'auteur de plus de soixante-dix ouvrages. Il vient de publier *l'Islamo-business, vivre du terrorisme* (éditions Pierre-Guillaume de Roux), dans lequel il donne des informations aussi nombreuses que précises sur les mille et une manières de se procurer

les moyens, en armes, en matériels et en devises, de mener une guerre mondiale et illimitée dans le temps et dans l'espace.

Un véritable système parallèle

"« A Lunel, capitale du djihad français, [...] le taux de cambriolage est de 8,32 pour 1000 contre 2,7 dans la moyenne nationale » (Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone, genèse du djihad français*, Gallimard, 2015). L'hybridation des activités criminelles et des réseaux terroristes est certaine. Il existe une *International Connection* entre les producteurs de haschich du Rif, les cartels colombiens de la cocaïne et de l'héroïne qui utilisent aujourd'hui l'Afrique comme plaque tournante de la réexportation et le financement de filières terroristes, via les diverses mafias qui contrôlent le marché des drogues dures. [...]

Des trafics de stupéfiants, d'armes, d'animaux et de plantes... jusqu'à l'intervention de lobbies dans les appels d'offres, des escroqueries à la carte bancaire au racket organisé de l'impôt révolutionnaire, du vol au recel, de la prostitution et de la piraterie au piratage de données et au trafic de faux papiers, un véritable système d'économie parallèle s'est mis en place. Il faut mettre à genoux l'ennemi commun, c'est-à-dire le monde occidental capitaliste et mécréant.

Son principe n'est pas de s'opposer frontalement à la société de consommation mais de s'y faire une place en utilisant les niches existantes. Puis d'y répandre progressivement son venin en tirant parti des crises qu'il provoque. La France constitue un bon terrain d'intervention. Son économie informelle a fait l'objet d'articles et de dossiers."

Islamo-business: un plan B face à l'échec du terrorisme

"Ses bénéficiaires profitent des financements octroyés au titre de la politique de la ville et du traitement social des banlieues pour mettre en place leurs réseaux. La connivence entre des associations islamistes, des casseurs et des piliers de l'économie informelle n'est pas une loi générale des banlieues, mais le quotidien de certaines cités sensibles. Les noyaux durs de l'islamo-business se trouvent en Île-de-France et dans la région lyonnaise. Ils impliquent des étrangers, des Français d'origine maghrébine — plus rarement africaine ou antillaise — ou des nouveaux convertis.

D'une manière générale, l'islamo-business, en France, est un plan B face à l'échec du terrorisme. Les succès des forces de sécurité, qui ont déjoué des projets d'attentats et démantelé plusieurs filières ont généré un changement d'attitude. On assiste à une territorialisation des violences dans des milieux où les apprentis terroristes savent qu'ils bénéficieront de la complicité d'une partie de la population, qui partage avec eux la haine de l'État, se sent solidaire de leur action, ou bien qui obéit à une omerta dont elle sait que la transgresser s'avérerait sanglant.



LES OPÉRATIONS DANS LESQUELLES EST IMPLIQUÉ L'ISLAMO-BUSINESS SE CHIFFRERAIENT EN MILLIARDS DE DOLLARS.

Si la grande délinquance islamiste paraît contenue, la petite délinquance a explosé. Le vol à la tire, le *hijacking* ou le déguisement de l'escroc en policier appartiennent presque au passé. Mais de nouvelles pratiques se développent: les caissiers de station-service et de restaurant récupèrent le numéro des cartes de crédit. Les petits génies de l'informatique crackent les comptes sécurisés des banques."

Économie informelle et juteuse

"En 2004, Loretta Napoleoni avait évalué à 1500 milliards de dollars la part de l'économie informelle approvisionnant le terrorisme international. De fait, en 2015, sur le plan mondial, les opérations dans lesquelles est impliqué l'islamo-business se chiffrent selon diverses estimations en milliards de dollars. [...] Pour notre part, nous avons estimé qu'en France l'ensemble des trafics de l'économie informelle (travail illégal + fraudes [sociale, fiscale, dans les transports publics] + contrefaçon et piratage + trafics divers + vol + prostitution) représentait 17 % du PIB national, soit 340 milliards d'euros avec une perte pour l'État de 60 milliards d'euros.

Le bénéfice est considérable si on compare les investissements nécessaires aux opérations et les gains moyens encaissés par les acteurs. Une kalachnikov coûte 1000 euros, un bazooka à un coup entre 3000 et